



République du Burundi
Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage

PLAN D'ACTION DE DEVELOPPEMENT DES
CAFEICULTEURS BATWA

PROJET D'APPUI POUR LA
COMPETITIVITE DE LA FILIERE DU CAFE



Communauté des Batwa de Kigina

Mars, 2015

Table des Matières

I. INTRODUCTION	2
1.1 Contexte historique	2
1.2 La situation des Batwa au Burundi sur le plan socio-politique	4
1.3 Les problèmes socio-économiques des populations Batwa.....	4
II. OBJECTIF ET DESCRIPTION DU PROJET	6
2.1 Objectif du projet	6
2.2 Zones d'interventions et groupe cible	7
2.3. Description des composantes du projet	7
III. JUSTIFICATION DU DECLENCHEMENT DE LA POLITIQUE DE SAUV.OP/BP4.10	8
IV. PLAN D'ACTION DE DEVELOPPEMENT DES BATWA CAFEICULTEURS.....	9
4.1 Objectifs.....	9
4.2 Résultats attendus du PADB.....	9
4.3 Approche méthodologique	10
4.5 Actions prioritaires et Budget du PADB.....	12
4.6 Cadre de consultation participative et inclusive.....	15
V. ARRANGEMENTS INSTITUTIONNELS	16
VI. PROCEDURES DE RESOLUTION ET DE GESTION DES GRIEFS/PLAINTE.....	16
6.1 Types de litiges envisageables.....	17
6.2 Prévention des litiges	17
6.3 Mécanisme de règlement des litiges.....	18
VII.MECANISME DE SUIVI ET EVALUATION.....	19
VIII. CONCLUSION.....	20
ANNEXE 1: LISTES DES PERSONNES RENCONTREES.....	21
ANNEXE 2: RESUME DES CONSULTATIONS PARTICIPATIVES AVEC LES BATWA ET CAFEICULTEURS	22
ANNEXE 3: DOCUMENT DE REFERENCES.....	23
ANNEXE 4: PROCES-VERBAL DES CONSULTATIONS AVEC LES BATWAS	24

PLAN D'ACTION DE DEVELOPPEMENT DES CAFEICULTEURS BATWA¹

I. INTRODUCTION

1.1 Contexte historique

Au Burundi, la communauté des Batwa constitue le groupe ethnique minoritaire avec les caractéristiques essentielles suivantes:

- Les Batwas représenteraient environ 1% de la population burundaise à côté des Bahutu et des Batutsi qui se réfèrent à l'information de la période coloniale;
- Généralement marginalisés et discriminés autant par les Bahutu que par les Batutsi. Ils ont toujours habité à l'écart des autres, partagé très peu d'activités sociales, politiques et économiques avec les autres composantes ethniques de la société Burundaise. Alors que les chaînes de la solidarité fortes liaient les Burundais voisins sur les collines, les Batwa en ont toujours été exclus malgré qu'ils parlent le Kirundi (langue nationale) comme les autres ethnies;
- Beaucoup de Batwa n'ont jamais possédé de terres ni de bétail qui constituent, aux yeux des Burundais, la principale richesse pour la survie et la progéniture, et qui confèrent un statut social plus ou moins valorisant;
- Loin d'améliorer leur statut social, économique et politique, les activités de développement n'ont jamais pris en compte les problèmes de cette communauté longtemps laissée à elle-même et regroupant une population vulnérable, à qui il faut un programme de développement particulier;

Quelques éléments indicatifs pour résumer cette situation de pauvreté chez les Batwa du Burundi:

- **Education:** le nombre d'enfants Batwa qui fréquentent et restent à l'école primaire et secondaire est très bas; le nombre d'étudiants dans les différentes universités du pays est un grand indicateur de la pauvreté chez cette communauté: A ce jour, seuls trois Batwa ont terminé les études universitaires, tandis que deux sont encore en formation;
- **Revenus:** autrefois, les Batwa vivaient de la chasse, de la cueillette, de la forge et de la poterie. Actuellement, la diminution excessive des forêts, l'interdiction de la chasse, l'impossibilité de pratiquer la cueillette, la substitution des ustensiles de cuisine en argile par des casseroles en acier, ont anéanti les sources de revenus des Batwa. La terre, principale source de revenus pour plus de 90% de Burundais, leur est Inaccessible;
- **Habitat:** très peu de Batwa ont un habitat décent. La grande majorité vit dans des taudis ou des habitations de fortune, très inappropriés aux conditions climatiques du pays ; avec des conséquences continues sur la santé des enfants, femmes enceintes ou nouvellement mères, et les personnes du troisième âge (problèmes respiratoires, tuberculose, sinusite, etc.);
- **Emancipation féminine:** les femmes Batwa restent à l'écart des autres femmes burundaises ; pas de cadre de rencontre entre femmes Batwa pour traiter leurs problèmes, ignorance totale des lois qui les protègent (Code des Personnes et de la famille ; très peu de jeunes filles Batwa sont inscrites et restent à l'école, etc. ;
- **Santé - VIH/SIDA:** polygamie et concubinage, utilisation incontrôlée d'objets tranchants, ignorance totale d'information sur certaines maladies infectieuses (VIH-SIDA, Tuberculose) et cutanées (gales, irritations, etc.) et visuelle (onchocercose, glaucome, cécité,..), etc.

¹ Ce rapport a été élaboré par Dr. Gaspard Bikwemu-Consultant Environnementaliste Senior

- **Pauvreté, Vie Sociale et Culturelle** : L'extrême pauvreté est le déterminant le plus manifeste de la communauté Batwa qui vit dans des conditions exclusives et véritablement insalubres (accoutrement, absence d'eau et de sanitaires, défécations à ciel ouvert et à proximité des habitations, hygiène alimentaire douteuse etc. La vie sociale bien que fortement communautaire est rythmée par la cueillette, les travaux champêtres, et l'exploitation de la poterie, socle de son identité culturelle/culturale et l'usage de produits forestiers et de la médecine traditionnelle comme sa référence culturelle. La référence au surnaturel d'origine forestière reste encore fortement ancrée dans la communauté Batwa, au point jusque-là, certaines femmes continuent d'accoucher auprès des accoucheuses traditionnelles ; et que certains rituels familiaux sont encore performés avec les guérisseurs traditionnels.

L'importance démographique n'a pas été évaluée pour la simple raison que les autorités burundaises prônent l'**Unité Nationale**, et donc ne pratiquent pas de recensement différenciant les composantes nationales c'est-à-dire les BAHUTU, BATUTSI et BATWA, estimant que tous sont des BURUNDAIS. Communément appelés «*Basangwabutaka*», c'est-à-dire ceux que l'on a trouvé occupant la terre. Les Batwa du Burundi constituent un groupe de population autochtone extrêmement vulnérable.

Dans le cadre du présent projet d'appui à la compétitivité du secteur café, communément dénommé **Projet Café**, il n'entraînera pas de destruction de leurs habitats naturels, encore moins n'atteindra à l'intégrité de leur culture, en laquelle ils sont intrinsèquement rattachés. Nous constatons juste une marginalisation de fait, liée tant à leur histoire, culture que par leur mode de vie socioculturelle. Une situation qui, somme toutes, pourrait les empêcher de profiter pleinement et au même titre que les autres populations majoritaires (Tutsi et Hutu), des retombées positives du projet Café qui sera financé par la Banque, si l'on s'en tient aux avantages qui seront accordés aux caféiculteurs.

En lumière de ce qui précède, la politique opérationnelle de sauvegarde PO/PB 4.10 sur les Populations Indigènes est déclenchée pour au mieux corriger sinon atténuer autant que faire ce peu ces quelques lacunes pour que le projet puisse, à travers des mécanismes exceptionnels mais idoines, prendre en compte les aspirations au développement de cette communauté en global, en particulier les Batwa caféiculteurs, en vue de sortir de leur ignorance, de la marginalisation socio-culturelle et profiter comme tous les autres caféiculteurs burundais des retombées dudit projet.

Au Burundi la question Batwa est souvent diffuse à côté de celles des autres groupes vulnérables tels que les rapatriés, les déplacés/réfugiés, les veuves, les sans-terres, les orphelins et tous les individus pauvres nés d'une situation de post-conflit dont il va falloir tenir compte en effet dans le cadre de la reconstruction de l'unité nationale d'une part, et de l'exécution du projet d'autre part.

Après la destruction des quelques forêts naturelles pour des besoins agricoles et les autres forêts classées en parcs nationaux et réserves naturelles alors qu'elles constituaient un milieu de vie du peuple Batwa et leur système économique basé surtout sur le troc (pots/jarres contre nourriture) n'était ou plutôt ne semblerait plus viable de nos jours. Les Batwa ont alors été obligés, au cours des temps, à se convertir en main-d'œuvre agricole; à accepter le contrat de servage (*Ubugerema*) et au bout de la dissolution de ce dernier de se contenter, où que cela est permis, d'une cession de lopins de terre souvent insignifiants. Ce contrat rompu en 1977 par un décret-loi d'abrogation de ce servage n'a pas toujours été suivi des faits, puisqu'une enquête récente de l'UNIPROBA dénombre 1453 ménages Batwa encore asservis pour un échantillon total de 20 155 (soit 7%). Certains ménages (1 506) ont des lopins de terre prêtés par les voisins. La situation des autres groupes vulnérables du pays est plutôt conjoncturelle à cause de la situation de post-conflit et de la précarité de la vie en milieu rural. Celle des Batwa du Burundi est plutôt structurelle; elle dure depuis longtemps d'où la nécessité de la prendre à bras le corps par tous les segments de la société burundaise, les décideurs en premier.

Ce plan propose des activités qui seront financées par ledit projet en vue d'associer davantage la communauté Batwa en général, les batwa caféiculteurs en particulier, au processus de développement durable du secteur du café au Burundi à travers notamment leur intégration pérenne dans les associations et les coopératives existantes et le renforcement des capacités techniques et financières de leur association UNIPROBA qui encadre les Batwa au plan national.

Le présent plan d'action, bien que conscient de la cause Batwa au plan national, concerne particulièrement les membres de la communauté Batwa caféiculteurs dans toutes les provinces qui seront couvertes par le projet.

1.2 La situation des Batwa au Burundi sur le plan socio-politique

Les BATWA ont connu et connaissent toujours une discrimination certaine sur le plan politique, bien qu'elle s'atténue au fil du temps. A l'époque de la monarchie, il n'existait pas de chef ou sous-chef Mutwa. Toutefois, les BATWA n'étaient pas complètement exclus de la vie socio-économique, puisqu'ils participaient à certaines activités importantes pour la communauté. C'est ainsi qu'ils étaient associés dans les activités liées à la guerre car en tant que chasseurs c'était de bons guerriers. Ils étaient également associés à la fête rituelle la plus importante pour le pays qu'est l'UMUGANURO, notamment en participant à la chasse royale qui clôturait l'évènement.

L'avènement de la République après les indépendances n'a pas changé la vie des BATWA. Non instruits pour la plupart, les membres de cette communauté n'ont jamais occupé des fonctions administratives ou électives dans le Burundi indépendant, sauf depuis la période postérieure à l'Accord d'Arusha.

En 1999, une organisation constituée purement de Batwa (UNIPROBA: Unissons-nous pour la Promotion des Batwa) fut créée. Elle est une association représentée dans toutes les provinces du Burundi qui défend les intérêts des Batwa avec pour objectif principal:

- la lutte contre la discrimination, la marginalisation et l'exclusion des Batwa,
- la mobilisation et la sensibilisation des Batwa pour la scolarisation de leurs enfants,
- l'intégration socio-économique et politique des Batwa,
- le plaidoyer auprès des décideurs pour l'octroi des terres aux Batwa,
- la mise en place d'activités génératrices de revenus,
- etc.

Par ailleurs, les BATWA ont été doté en 2001, année de la mise en place du Parlement bicaméral, de trois sièges de Députés et de trois sièges de Sénateurs par cooptation et cela conformément à la Constitution en vigueur du 18 mars 2005. Jusqu'aujourd'hui, il y a 3 Batwa députés et 3 Batwa sénateurs. Il existe également des cadres Batwa dans l'administration mais toujours en petit nombre du fait que peu de Batwa font des études avancées.

1.3 Les problèmes socio-économiques des populations Batwa

Le problème le plus épineux pour la communauté des Batwa, reste le manque de terre alors que c'est le bien le plus précieux pour un pays dont l'ensemble de la population rurale vit de l'agriculture. Celle-ci est en effet la base de l'économie burundaise, dans laquelle elle occupe une position prépondérante par rapport aux secteurs secondaire et tertiaire. Elle est la seule source de revenus pour la plus grande partie de la population.

Les Batwa sont traditionnellement privés du droit de propriété foncière. A des époques plus reculées, les Batwa vivaient de la chasse et de la cueillette, et ensuite de la poterie. Ils menaient une existence nomade, sans trop se préoccuper de se fixer sur une exploitation agricole sédentaire. La disparition progressive des forêts a

rendu la chasse et la cueillette impossibles à pratiquer. Les seules forêts qui restent sont considérées comme des réserves et parcs nationaux protégés par la loi et par conséquent interdit à la chasse et à la cueillette. De même, les difficultés d'approvisionnement en argile suite à l'exploitation excessives des marais et la concurrence de produits modernes (Casseroles pour la cuisson des aliments et le plastique pour le stockage de l'eau) ont rendu aléatoire leur métier de potiers.

Les Batwa ont été alors obligés de se convertir à l'agriculture sans toutefois de propriété foncière. Les Batwa sans terre s'installent un peu partout à travers le pays dans des huttes, souvent dans des conditions d'hygiène très précaires, sans accès aux infrastructures socioéconomiques de base (structures sanitaires, écoles), à cause de leur extrême pauvreté ; et surtout sont dans leur grande majorité inconnus des registres de l'état-civil. Les mariages comme les naissances n'étant généralement pas déclarés, la majorité d'entre eux n'ont toujours pas de carte d'identité nationale faute de pouvoir se prévaloir d'une adresse de domicile fixe.

Au plan national, la surpopulation fait que les terres arables se font de plus en plus rares dans certaines provinces du Burundi. Un pourcentage important ne dispose toujours pas de terres et ceux qui en ont vivent plutôt sur des lopins de terres, sur les sommets ou pentes des collines si ce ne sont pas des terres dégradées, fortement agressées par les intempéries. Ils font face, pour leur grande majorité, à une insécurité foncière chronique dont il est important de prendre très au sérieux.

Dans tous les entretiens avec les Batwa à Kirundo et avec l'UNIPROBA à Bujumbura, la première préoccupation des Batwa est le nonaccès à la terre, aux cartes d'identité nationale, certificat de mariage; suivi du manque de logement, de l'accès à l'éducation et à certains soins de santé, etc. De nombreux Batwa se plaignent encore d'être exploités comme ouvriers agricoles par les autres communautés pour être payés en vivres. Tandis que certaines communautés s'adaptent tant bien que mal, d'autres s'enfoncent davantage dans la misère. Ainsi pourrions-nous distinguer des disparités entre les Batwa qui sont déjà dans des organisations de producteurs (OP -mixtes ou spécifiquement Batwa) et qui ont bénéficié de subventions de nombreux projets financés par les bailleurs de fonds tels que la Banque Mondiale, de ceux qui sont en associations et attendent d'être subventionnés, et des autres qui sont flottants, et qui passent d'une province à une autre pour bénéficier de dons éventuels. Cependant, un petit nombre de Batwa possèdent des propriétés et certains ont même des champs de café comme c'est le cas à Kirundo, Gitega, Kayanza, etc. Seulement, l'UNIPROBA ne connaît pas le nombre exact des membres qui disposent des champs de caféiers mais elle est au courant que ceux qui ont des propriétés qui pratiquent aussi la culture de café, à un faible échelon.

Les Batwa ont également des problèmes de gestion de la terre ou autres biens dont ils disposent, ça est là, car ils ont l'habitude de tout vendre y compris des tôles et/ou des maisons que certains donateurs leurs ont offert/construit.

Par rapport à l'éducation, même si au Burundi l'école primaire est gratuite, les Batwa rencontrent de nombreuses contraintes qui empêchent leurs enfants d'accéder à l'école:

- Le manque de nourriture.
- Le manque de vêtements et d'uniformes.
- Le manque/la cherté du matériel scolaire.
- La dissuasion par les parents qui retiennent les enfants à la maison pour aider dans les tâches ménagères et la poterie surtout les jeunes filles.
- La stigmatisation, le mépris, l'exclusion, la marginalisation, le complexe d'infériorité, etc. En général, les enfants Batwa sont systématiquement isolés à l'école. Stigmatisés, leurs condisciples les pointent

du doigt, les excluent, les considèrent comme des intouchables avec qui ils ne peuvent rien partager : ni jeux ou autres activités, ni ustensiles de cuisine, ni repas.

- Le mariage précoce pratiqué dans les communautés Batwa: lorsque qu'elles sont instruites, les filles désertent très souvent l'école au niveau de la 5ème et de la 6ème primaire pour se marier.

Au niveau de l'accès aux soins de santé, du fait que cette communauté n'est pas alphabétisée, nombre de Batwa continuent encore de faire recours à la médecine traditionnelle mais ceux qui veulent se faire soigner dans les structures sanitaires modernes ils manquent de moyens financiers pour payer leurs ordonnances médicales. Seulement, cette tendance semble se résorber. En effet, depuis le lancement du Projet National d'Appui au Développement du Secteur de la Santé en 2009 qui met un accent fort sur l'accès et la prise en charge des femmes et enfants, avec gratuité des soins pour les mères et enfants de 0 à 5 ans, la captation et l'intégration des Batwa dans les COSA (Commissions de Santé) et les ASC (Agence de Santé Communautaire), les Batwa ont depuis adopté l'usage des services de santé. A ce jour, il est estimé qu'environ 85% des Batwa utilisent les services de santé, avec une nette prédominance observée dans les services pré et postnataux (accouchement systématique dans les structures de santé plutôt que chez le guérisseur traditionnel ; homme Batwa accompagnant leurs épouses, etc.). Des résultats tangibles et fort encourageant qui ont quelque part «bouleversé» des préconcepts, vu qu'aujourd'hui les Batwa, ensemble avec leurs confrères/consœurs Hutu et Tutsi organisent et animent des ateliers de sensibilisation de tous les burundais à l'usage systématique des structures et services de santé.

Au niveau du logement, les Batwa se logent dans des huttes minuscules, précaires et insalubres, faites d'arbustes, de branchages, de paille et de feuilles de bananiers qui ne résistent pas aux intempéries (orages, incendies) et ne les protègent de rien, ni de la pluie, ni de la chaleur ni du froid. Les familles s'y entassent dans la promiscuité intégrale et un manque absolu d'hygiène que certains projets et ONG tentent tant bien que mal à améliorer avec l'appui du gouvernement (octroi/allocation de lopins de terres par endroits; accompagnement dans l'obtention d'actes de naissance, de registres de mariage, de carte d'identité nationale, de la carte de santé maladie (CSM), de la carte d'indigénat et de mesures sporadiques d'accompagnement socioéconomiques (activités génératrices de revenus, etc.). Ce sont là autant d'actions qui permettent de certifier qu'ils existent plusieurs initiatives sporadiques, des organisations locales et internationales qui appuient les Batwa afin qu'ils puissent mieux s'intégrer dans la population Burundaise en particulier dans le domaine de l'éducation, l'agriculture, le logement, la protection sociale et la santé à travers l'UNIPROBA.

En terme de représentation dans la haute sphère politique et/ou de l'appareil d'Etat ; il est agréable de constater que les Batwa disposent d'Inspecteur d'Etat, de Sénateurs et de Députés qui s'organisent tant bien que mal pour encourager les jeunes Batwa à poursuivre leurs scolarité. Pour cela, un programme tant individuel qu'associatif, sponsorise un certain nombre d'enfants Batwa, en particulier les orphelins et autres enfants de famille extrêmement pauvres et vulnérables, en leur offrant hébergement au complet, habitat, famille d'accueil, frais et fournitures scolaires, etc. Ce dynamisme est en train de porter ses fruits, car les derniers relevés indiqueraient une nette progression vis-à-vis de l'école et des services de santé.

II. OBJECTIF ET DESCRIPTION DU PROJET

2.1 Objectif du projet

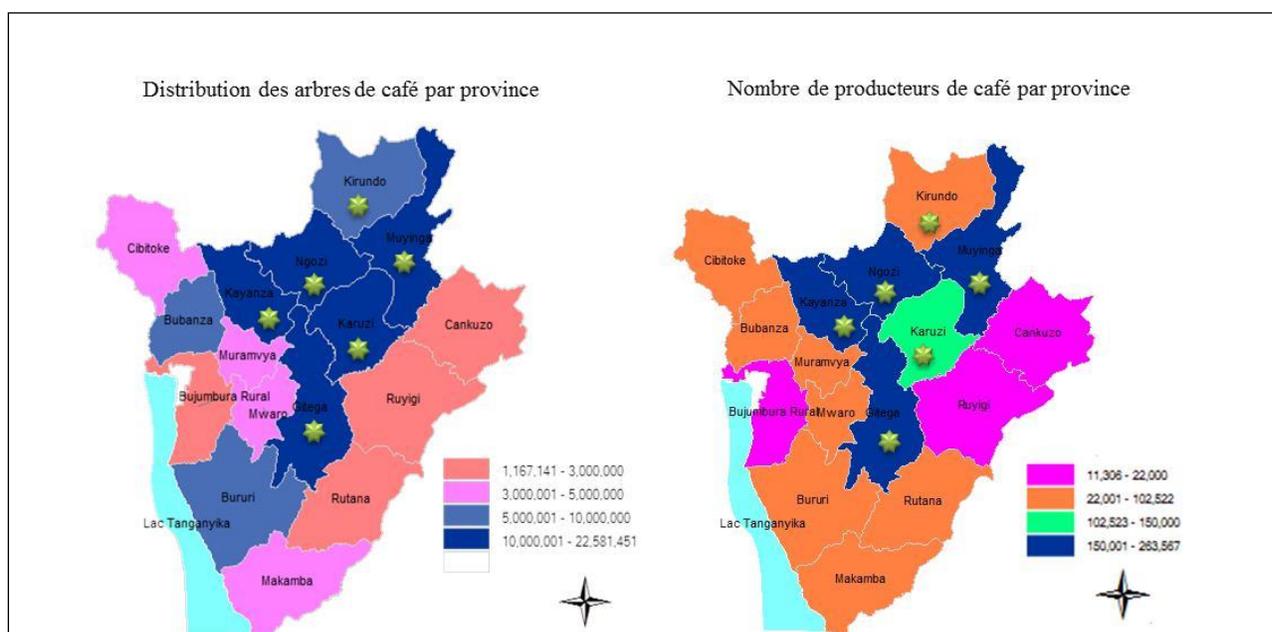
L'objectif à long terme est la promotion d'un secteur caféier qui contribue durablement au développement économique du pays et à la lutte contre la pauvreté. L'objectif spécifique du projet étant l'augmentation de la production de café en quantité et en qualité par le biais de l'amélioration de la productivité du verger caféier; la mise à niveau des stations de lavage; et le renforcement de la filière caféière. Les principaux résultats attendus de ce projet sont les suivants:

Les résultats attendus du projet sont les suivants: (i) Les petits producteurs de café sont formés, organisés et intégrés dans une chaîne de valeur «café» efficiente; (ii) La production du café et celle des cultures vivrières sont accrues; (iii) la quantité du café est et améliorée en qualité permettant une augmentation des revenus d'exportations.

2.2 Zones d'interventions et groupe cible

Les zones d'intervention seront localisées principalement dans six provinces; à savoir: Kayanza, Ngozi, Karuzi, Gitega, Kirundo et Muyinga (voir figure ci-après). Elles cibleront environ 300.000 petits producteurs de café qui cultivent entre 150 à 250 arbres. La proportion des femmes et jeunes qui sera concernée par le projet est de 30 pourcent.

Figure 1: Zones d'intervention du projet



2.3. Description des composantes du projet

Composante 1: Renforcement des capacités institutionnelles et gouvernance de la filière. Cette composante portera sur toutes les activités de renforcement des capacités des acteurs à l'amont et à l'aval de la production, y inclus : (i) l'autorité de régulation de la filière café – ARFIC ; (ii) la confédération des associations des producteurs de café – CNAC ; et (iii) l'interprofession – INTERCAFE. L'appui du projet portera non seulement sur le renforcement des capacités de ces institutions aux niveaux techniques, organisationnels et de gestion, mais il couvrira aussi (i) la mise en place d'un dialogue politique - notamment les rapports avec les organes de régulation, les transformateurs et les commerçants- pour aider la résolution des problèmes actuels du secteur qui freinent la production à savoir l'approvisionnement en intrants, les prix du café et leur stabilité, la protection de l'environnement (au niveau des unités de transformation), la recherche de la qualité (standard de qualité), etc. (ii) le renforcement du rôle de la femme et des jeunes dans la filière du café ; et (iii) la mise en place d'une cartographie du secteur informatisée (SIG).

Composante 2 : Appui à l'augmentation de la capacité de production des petits producteurs de café. Cette composante a pour but de mettre en place les facteurs techniques et financiers qui permettent d'améliorer la productivité du verger caféier ainsi que les autres productions vivrières susceptibles d'être associées au café (cultures intercalaires). Il s'agit essentiellement de: (i) mettre en œuvre un programme de rajeunissement du verger avec soit le recepage ; soit le renouvellement des arbres âgés et non-productifs. Environ 35,25 millions d'arbres seront concernés par ce programme. (ii) faciliter l'accès aux fertilisants et aux produits de traitements par la mise en place d'une subvention. (iii) l'encadrement des producteurs et la vulgarisation de techniques de bonnes pratiques agricoles. Et (iv) la mise en place d'un programme de recherche spécifique au café. Toutes ces activités seront réalisées avec une approche qui tiendrait compte de la préservation de l'environnement, tant physique que naturel.

Composante 3: Appui à l'amélioration de la qualité du café et accès aux marchés. Le projet vise la promotion des activités d'amélioration de qualité sur toute la chaîne de valeur qui exigera des modifications au niveau de la production, les stations de lavage et le déparchage à sec. En particulier le projet soutiendra les investissements suivants: (i) Le développement des capacités de contrôle de la qualité (dégustation); (ii) L'amélioration des capacités techniques, opérationnelles et de gestion des stations de lavage; (iii) la mise à niveau des infrastructures de traitement existantes pour répondre à des préoccupations sociales et environnementales. Ce volet comprendra aussi la réhabilitation (ou construction) de petits bâtiments de stockage du café au niveau des SDLs ainsi que la réhabilitation de 60 km de piste rurale; (iv) la mise en place d'un système de communication et de technologie d'information spécifique au secteur café; et (v) le marketing et la promotion de la marque Café du Burundi:

Composante 4 : Gestion du projet, communication et échange d'information. La gestion du projet sera assurée par une unité de coordination (UC) qui sera mise en place par le MIAGRIE. Celle-ci sera responsable de la gestion des ressources, de la mise en œuvre de toutes les activités ainsi que le suivi évaluation. En plus de l'UC, des agences d'exécution du projet seront associées à la mise en œuvre de certaines activités du projet, notamment ARFIC, CNAC et INTERCAFE. L'UC sera également appuyée par des consultants qui interviendront dans des domaines à préciser au cours de l'élaboration du PTBA. Des études thématiques et d'impact seront effectuées régulièrement. Des supervisions annuelles seront effectuées par la DGPAE avec la participation de la Banque Mondiale. Une évaluation à mi-parcours et une évaluation finale seront effectuées au court de la mise en œuvre du projet.

Parmi ces composantes, ce sont les **Composantes 2 et 3** qui pourront permettre un appui substantiel aux communautés Batwa caféiculteurs (salariés et/ou producteurs).

III. JUSTIFICATION DU DECLENCHEMENT DE LA POLITIQUE DE SAUVEGARDE OP/BP4.10

L'objectif de cette politique est de: (i) faire en sorte que le processus de développement encourage le plein respect de la dignité, des droits de l'homme et de la spécificité culturelle des peuples indigènes; (ii) faire en sorte que ceux-ci ne souffrent pas des effets préjudiciables au cours du processus de développement, ou, quand ce n'est pas possible, de faire en sorte que ces impacts soient minimisés, atténués ou indemnisés; et (iii) faire en sorte que les peuples indigènes reçoivent des bénéfices sociaux et économiques qui soient appropriés sur le plan culturel, du genre, et intergénérationnel.

L'OP/BP 4.10 de la Banque Mondiale relative aux peuples autochtones est déclenchée parce que le projet financera des activités qui appuieront toute la chaîne de valeur de la culture du café dans les zones où il y a des Batwa telles que prescrites dans les composantes 2 et 3 du projet. Ces Zones ont aussi des Batwa caféiculteurs qui ont des difficultés à développer cette culture. Beaucoup de Batwa caféiculteurs rencontrés à Kirundo, Gitega, Ngozi et Bujumbura ne sont pas membres des associations ni des coopératives comme les

autres caféiculteurs, mais sommes toutes pleinement engagés dans la production de café en tant qu'ouvriers permanents ou sporadiques, ou tout simplement avec quelques pieds de café dans leurs arrières-cours. Ainsi, ce projet peut être une occasion d'aider les caféiculteurs Batwa à mieux s'intégrer dans la chaîne de valeur du café et améliorer du coup leurs conditions de vie. La situation d'extrême pauvreté dans laquelle se trouvent ces Batwa justifie également ce Plan d'Action de Développement.

IV. PLAN D'ACTION DE DEVELOPPEMENT DES BATWA CAFEICULTEURS

4.1 Objectifs

Les objectifs du Plan d'Action de Développement des Batwa (PADB) restent globalement les mêmes que ceux du projet d'appui pour la compétition de la filière café du Burundi; notamment l'augmentation de la production de café en quantité et en qualité, et l'amélioration de l'accessibilité des zones de productions sur un parcours de 60km. Ce PADB ciblera les Batwa dans les zones caféicoles qui seront couvertes par le projet. L'élaboration du PADB a nécessité une série intensive de consultations participatives avec les parties prenantes; des consultations qui sont préalables, libres et fondées sur la communication des informations requises, des populations affectées. En effet, comme susmentionné, des rencontres ont été organisées avec des focus-groupes avec des Batwa caféiculteurs, UNIPROBA et personnes travaillant avec les Batwa, pour mieux présenter les objectifs de développement du projet, le but et les valeurs ajoutées du projet dans l'amélioration durable des conditions de vie des caféiculteurs. Ces séries de rencontres loin d'être terminées se poursuivront de manière itérative pour s'assurer que les communautés Batwa sont bel et bien associées dans les activités de développement du projet, et que leurs droits humains, culturels et sociaux sont respectés et bien pris en considération durant le cycle de mise en œuvre du projet.. Des recommandations seront faites pour que les caféiculteurs Batwa puissent être organisés en association; avoir des titres fonciers légaux sur leurs exploitations caféicoles, qu'ils bénéficient de formation et d'un encadrement technique pour professionnaliser leurs productions et améliorer leur productivités, développer des activités génératrices de revenus, aient accès aux fertilisants et autres intrants agricoles, améliorer leurs habitats, etc.

En vue de mieux appuyer les Batwa caféiculteurs, il est important de procéder d'abord par un inventaire rapide des Batwa caféiculteurs et estimer l'importance de leurs vergers. Ce travail pourra aider le planificateur à mieux renforcer les capacités de cette communauté.

4.2 Résultats attendus du PADB

- Une bonne base de données des Batwa caféiculteurs (nombre désagrégée en genre et ha);
- Une meilleure connaissance du nombre de caféiers des caféiculteurs Batwa par province cible ;
- Tous les Batwa caféiculteurs sont effectivement sensibilisés aux activités du projet et bénéficient tous des opportunités offertes par ce dernier ;
- Nombre désagrégé de Batwa ayant bénéficiés de mesures d'accompagnement socioéconomiques (i.e. activités génératrices de revenus, amélioration des habitats, etc.);
- Nombre d'ouvriers Batwa recrutés tant dans les exploitations caféicoles que dans les activités de réhabilitation des infrastructures (structures et routes d'accès) ;
- Tous les/la majorité des caféiculteurs Batwa sont membres d'associations et /ou de coopératives des caféiculteurs des zones d'exploitation ciblées;
- La majorité des caféiculteurs Batwa ont adopté les bonnes pratiques pour la production caféicole afin d'améliorer leurs productions et leurs revenus ;
- les caféiculteurs sont sensibilisés pour la lutte contre le VIH/SIDA et les ISTs,

De façon générale, l'objectif escompté du PADB de ce projet est qu'à la fin du projet presque tous les Batwa caféiculteurs seront complètement intégrés aux autres communautés caféiculteurs et participent harmonieusement au développement durable de la chaîne de valeur du café au Burundi.

4.3 Approche méthodologique

Une enquête de terrain assez consultative et participative a été menée dans les régions cibles du projet pour déterminer les contraintes des caféiculteurs Batwa. Les quelques questions suivantes, entre autres, ont été posées aux et par les membres de cette communauté:



Photo 1&2: Communauté des Batwa de Kigina dans la Commune de Bugabira/Kirundo

- *Quels sont les problèmes clés de la communauté ?* Les problèmes clés tournent globalement autour du manque de terres, pauvreté, manque de nourriture, documents d'identification, etc. ;
- *Est-ce que vous faites la culture de café ?* Ceux qui ont des terres font la culture de café mais ils ne sont pas encadrés du tout ; d'où la faible productivité de leurs parcelles et produits ;
- *Quels sont les problèmes liés à la caféiculture dans la communauté des Batwa ?* Les réponses sont les mêmes; manque de terre pour faire cette culture, manque d'intrants agricoles, surtout les engrais et les pesticides, manque de formation/renforcement des capacités techniques pour améliorer nos productions .
- *Quels sont les relations avec les autres communautés?* Les relations sont très bonnes et il y a ceux qui prêtent des terres aux Batwa et souvent offrent du travail.
- *Connaissez-vous les associations et les coopératives des caféiculteurs?* Non ! disent les Batwa
- *Quels sont les doléances pour mieux développer la culture de café ?* Les Batwa voudraient avoir des terres, du matériel agricole, des intrants agricoles mais aussi des animaux pour la production du fumier et du lait pour notre consommation.
- *Envoyez-vous vos enfants à l'école ?* Oui mais nous manquons de moyens financiers pour le paiement du matériel scolaire et les uniformes. La famine régulière est également la cause de l'abandon scolaire pour nos enfants ; et l'insécurité, une cause d'abandon des jeunes filles après certain niveau (5è et 6è).
- *Etes-vous informés sur le VIH SIDA et les ISTs?* Oui ! nous avons été associés à des séries de campagnes de sensibilisation que nous aimerions voir se poursuivre afin de sensibiliser davantage les communautés Batwa, surtout, sur les causes, dangers et conséquences de ce fléau. Le projet pourrait s'associer avec le PADDSS pour davantage encourager les femmes Batwa à utiliser les structures de santé (consultations pré et post-natales, etc.).

Dans chaque province visitée, il a été demandé aux associations et aux coopératives de caféiculteurs si elles disposent de membres de la communauté Batwa. La coopérative de Giheta en province de Gitega a confirmé

que la coopérative Mboneramuryango compte 5 membres de la communauté Batwa. Le président de la coopérative Monsieur Mélance Hakizimana nous a précisé qu'il existe d'autres Batwa caféiculteurs qui ne sont pas encore encadrés aussi bien dans la commune de Giheta que dans les autres communes de la province de Gitega. Il a aussi signalé que les Batwa sont très difficiles et pour réussir leur intégration il faut un accompagnement très serré. La coopérative n'a pas pu encadrer beaucoup de communautés Batwa par faute de moyens adéquats pour leur encadrement. Les annexes ci-dessous (Résumé des entretiens avec les batwa et Liste des personnes rencontrées) offrent un aperçu plus détaillé des rencontres et consultations organisées.

Comme dans les quelques communes suscitées, à Bujumbura aussi, une rencontre a été organisée avec le Directeur National de l'UNIPROBA, deux Sénateurs et quelques membres Batwa. Les échanges se sont focalisés sur les défis pour le développement agricole de la communauté des Batwa et leurs propositions pour l'intégration des caféiculteurs dans la chaîne de valeur nationale.

Il ressort de ces rencontres/consultations que le projet, à l'instar du PRASAB et du PRODEMA en cour, apportera davantage plus d'opportunités aux populations des provinces ciblées, et en particulier les communautés Batwa dont les caféiculteurs. Ces opportunités seront variées en ce sens qu'elles offriront un large spectre de choix (i.e. formations techniques, intrants agricoles (semences, pesticides/fertilisants) ; activités génératrices de revenus (horticulture, production de miel-bio, pépinière de caféiers, d'arbres à fruits, activités de poterie, etc.). Sommes toutes, même si les avantages escomptés semblent plus nombreux il reste que la mise en œuvre de certaines activités du projet café pourrait engendrait des impacts négatifs adverses sur la population Batwa notamment, à savoir :

1. Une possible absence d'inclusion idoine des Batwa dans les OP et instances de prises de décisions de l'INTERCAFE et la CNAC ;
2. Un risque d'accident auprès des communautés Batwa, plus particulièrement des enfants, jeunes, personnes handicapées (malvoyants, sourd-muet, déficients-mentaux et personnes du troisième âge) lors de la manipulation et/ou l'utilisation des produits chimiques;
3. Une restriction de profiter pleinement des bénéfices offerts par le projet (i.e. difficultés d'accès aux crédits, au marché du Café, etc.);
4. Formation inadéquate ou ne répondant pas précisément aux attentes des Batwa ;
5. Non systématisation de l'inclusion de la dimension genre (femme, jeune, etc.).

4.4. Mécanismes culturellement-appropriés de partage des bénéfices

L'accès à la terre reste encore de nos jours un des gros défis auquel la communauté Batwa fait face. Des efforts forts louables sont initiés ça-est-là, avec des résultats très encourageants dans certaines provinces et collines. Certes beaucoup de résultats sont atteints grâce à de nombreux facteurs conjoints (politique gouvernementale d'unité nationale, actions de la société civile y compris des confessions religieuses, et/ou de projets de développement, etc.). Cependant, le chemin à parcourir reste encore loin et beaucoup d'efforts devront être entrepris pour tenter de résorber ce disfonctionnement au niveau local. Les ateliers de consultations avec les populations Batwa et riveraines suggèrent l'exploration d'autres moyens simples et culturellement appropriés, ne serait-ce que pour permettre la pérennisation de la culture Batwa au Burundi. En plus des actions mentionnées dans la matrice du Plan d'Action (Tableau 1 ci-dessous), les Batwa optent pour une inclusion sociale plus réussie plutôt qu'une augmentation de leur stigmatisation au travers de l'obtention et/ou la constitution de fermes Batwa singularisées; mais simplement :

- Des terres/fermes individuelles dans la plus part des collines productrices de café;
- La constitution d'une Coopérative Batwa de Caféiculteurs et leur cooptation de 2 représentants Batwa (1 ferme et 1 homme) dans les Intersyndicales et autres instances de prise de décision;
- La production d'une pépinière de plantes médicinales les plus communément utilisées par la communauté Batwa en vertu de leurs pouvoirs curatifs;

- L'établissement d'un « fonds-culturel » pour le financement de rituels pré et post-cultures de la campagne de café. Il s'agit d'un fonds qui permettra l'organisation de manifestations occasionnelles (rituels, célébration, etc.) d'événements culturellement importants pour les Batwa (i.e. journée Batwa, musée de la culture Batwa, etc.).

Ces activités seront prises en compte et financées dans le cadre de ce PADB. Un comité de gestions consultatif et participatif, inclusif de la dimension genre sera désigné par la communauté Batwa, avec le support de l'UNIPROBA pour s'assurer de la bonne mise en œuvre et du bon suivi de la gestion de ces fonds.

Des mesures de mitigation de ces quelques impacts potentiels sont d'ores et déjà intégrées dans les documents du projet avec un budget estimatif décent pour mieux accompagner le processus de préparation et de mise en œuvre des activités de ce projet. Mieux, s'agissant des Batwa en l'occurrence, ce plan d'action intégré sera suivi de manière plus soutenue afin de s'assurer que les Batwa sont bel et bien intégrés et que leur dignité et droits humain adéquatement respectés. Ce plan élaboré est le fruit d'une ample consultation avec les Batwa et autres caféiculteurs et reflète une adhésion massive de ces derniers. Vu que la consultation est un processus itératif, elle se poursuivra tout au long du cycle de vie dudit projet.

4.5 Actions prioritaires et Budget du PADB

- **Recensement des Batwa caféiculteurs dans les zones cibles du projet.** Avec l'appui de l'UNIPROBA et les autres coopératives de caféiculteurs (CNAC), la Cellule de Gestion du Projet devra procéder à un recensement des Batwa Caféiculteurs en vue de faciliter leur sensibilisation aux activités du projet, les intégrer dans sa stratégie de mise en œuvre, et les faire bénéficier des investissements prévus.
- **Renforcement des capacités des caféiculteurs Batwa.** Le projet devra s'assurer que parmi les participants aux formations en gestion, leadership, gouvernance, etc., il y a des représentants des Batwa qui pourront être utilisés pour la sensibilisation de cette communauté marginalisée. Par ailleurs, dans les structures de décision de la chaîne de valeur du café, il est important de s'assurer que la communauté des Batwa est représentée (CNAC; fédération provinciales des caféiculteurs, etc.).
- **Accès aux formations sur les techniques agricoles.** Il faudra s'assurer que des représentants des Batwa Caféiculteurs sont invités aux diverses formations agricoles. Ces formations concernent les bonnes pratiques agricoles, la gestion intégrée des pesticides, la production de la fumure organique et l'usage des engrais chimiques.
- **Accès aux intrants agricoles.** Le projet devra appuyer les caféiculteurs Batwa dans l'accès aux différents intrants dans un premier temps ainsi que la mise à leur disposition de plants de caféiers et les plants d'arbres d'ombres et ceci à travers les associations mises en places avec l'appui de l'UNIPROBA et de la CNAC.
- **Etablissement d'une Convention de Partenariat avec l'UNIPROBA** qui possède des antennes sur l'ensemble du pays, accompagnera le projet dans le recensement, l'encadrement, la sensibilisation et d'accompagnement des Caféiculteurs Batwa et leurs familles respectives dans le développement d'activités génératrices de revenus pouvant aider à (i) diversifier leurs sources de revenus ; et (ii) améliorer leurs conditions de vie. Le projet pourra s'inspirer de l'expérience concluante du projet PADSS qui a vu son travail avec les Batwa magnifié grâce à ce partenariat.

- **Autres mesures.** En plus de la promotion de la culture du café, les populations Batwa pourront également être sensibilisées à d'autres thématiques comme la scolarisation des enfants, les mesures d'hygiène, les conditions de l'habitat et la lutte contre le VIH/SIDA. En effet, des comportements à risques sont enregistrés dans la vie quotidienne des Batwa tels l'endogamie, les mariages précoces, les divorces fréquents, etc. C'est pourquoi il est important d'intégrer dans toutes les activités de sensibilisation du projet ces problèmes.

Le tableau ci-après présente le plan d'action pour le développement des Batwa Caféculteurs ainsi que le budget pour les interventions prévues (2016-2021). De par sa dimension participative et inclusive, la mise en œuvre de ces activités préconisées respectera scrupuleusement, comme susmentionné, l'esprit et le volet culturels des populations autochtones:

Tableau 1 : Plan d'Action pour le Développement des Batwa Caféculteurs (2016-2021)

<i>Actions à mener</i>	<i>Résultats attendus</i>	<i>Réalisé avec les fonds du projet ou pas</i>	<i>Indicateur de performance</i>	<i>Coûts en USD</i>
Convention de Partenariat avec UNIPROBA	Accompagnement effectif et efficient des Batwa	Oui	Etablissement d'une base de données des Caféculteurs Batwa	120.000
Recensement des Batwa caféculteurs dans les zones cibles du projet	Recensement des Batwa Information et sensibilisation aux activités du projet	Oui enquête secteur café à réaliser dans le cadre de la PPA	Nombre de Batwa caféculteurs participants aux activités du projet	10.000 (ateliers d'information et de sensibilisation)
Renforcement des capacités des caféculteurs Batwa	Organisation des Batwa caféculteurs et intégration dans des associations/ coopératives	Oui	Nombre de Batwa ayant intégré des associations/coopératives Nombre de Batwa membres de la CNAC	15.000 (ateliers d'information et de sensibilisation)
Accès aux formations sur les techniques agricoles	Les caféculteurs Batwa adoptent les bonnes pratiques agricoles (BPA)	Oui	Nombre de caféculteurs Batwa ayant adopté les BPA au niveau de leurs champs	20.000 (ateliers d'information et de sensibilisation)
Accès aux intrants	Les caféculteurs Batwa améliorent leur production de café cerises	Oui	Production de café cerise augmentée de 50%	50.000 (ateliers d'information et de sensibilisation)
Autres mesures	Sensibilisation et formations des Batwa caféculteurs sur la lutte contre le VIH/SIDA- IST, les pesticides, l'éducation, etc.	Non	Les Batwa caféculteurs dans la zone du projet sont sensibilisés aux problèmes du VIH/SIDA-IST et aux autres mesures d'hygiène	50.000
Mesures d'Accompagnement socioéconomiques (AGR)	Sensibilisation des Batwa sur la création d'AGR, Appui à l'amélioration des habitats des Batwa, établissement d'une tontine/crédit, GRN, support aux activités culturelles, etc.	Oui	Nombre de projet AGR créés avec les familles Batwa-Caféculteurs	185.000
Total, US\$				450.000

Note: Certaines actions de sensibilisations et de communications seront conjointes avec les actions du projet.

4.6 Cadre de consultation participative et inclusive

Le déclenchement de la politique opérationnelle OP/BP 4.10 sur les Populations Indigènes dans un projet suggère que certaines activités du projet sont susceptibles d'engendrer des impacts qui pourraient être au détriment des populations indigènes (les Batwa) ; et que des mesures idoines et avisées devront être prises pour minimiser autant que possible les impacts adverses négatifs de ces activités. Mieux encore, la politique suggère que ces population soient consultées librement (i.e. sans aucune contrainte ou usage de force, que les populations indigènes s'y invitent librement), de préférence au préalable (i.e. avant toute initiation d'activités dudit projet) et qu'il y'ait une adhésion de la communauté indigène récipiendaire (i.e. à défaut d'une adhésion totale que la majorité au moins y adhère de façon à atténuer toute possibilité de conflit afférent au projet). Ces prérequis sont d'une importance capitale en ce sens qu'ils démontrent toute l'adhésion du projet au respect scrupuleux des Droits Humains des Peuples Indigènes bénéficiaires ; d'où tout l'intérêt de ladite politique.

En général, les Batwa se sentent exclus dans tous les organes de décisions et c'est dans le cadre d'un tel projet que l'on peut initier l'inclusion progressive des membres de cette communauté autour de la thématique de développement de la culture du café. A travers un mémorandum avec l'UNIPROBA, le projet pourra initier la réorganisation des Batwa caféiculteurs dans des mouvements associatifs et organiser des cadres d'échanges d'information sur des sujets divers en particulier le développement de la culture du café, la lutte contre le VIH /SIDA, la scolarisation des enfants, l'habitat, etc., ce cadre pourra faire participer tous les acteurs dans le domaine du café, les encadreurs, l'administration, les organisations des cafés et l'équipe du projet. Le partage de l'information sera le maître mot dans la bonne conduite du cadre.

Comme susmentionné, la conduite de la consultation publique nécessite la participation efficiente et effective de tous les acteurs et bénéficiaires dudit plan, dans un cadre souple qui permet les échanges fluides et la prise en compte des préoccupations des bénéficiaires qui en sont véritablement les cibles et dans le cas de l'espèce les Batwa caféiculteurs, dans un but d'améliorer la formulation et, de facto, la mise en œuvre future du projet. Des efforts d'intégration des Batwa dans le secteur agricole au Burundi existent depuis le PRASAB et dans le PRODEMA ; et le projet Café poursuivra sur la même lancée en l'améliorant (voir Annexe 2 ci-dessous).

L'ONG nationale UNIPROBA qui bénéficie d'un grand respect dans le pays avec une expérience éprouvée dans le domaine du travail communautaire, notamment avec les Batwa, accompagnera les Batwa caféiculteurs dans leur choix de représentants dans les différentes structures de prise de décision de la filière café afin que ces Batwa se sentent partie prenante du processus et donc entièrement intégrés c'est-à-dire depuis la base au niveau des association des caféiculteurs, les fédérations jusqu'au niveau national c'est-à-dire la CNAC. Ce cadre de consultation est une stratégie indispensable pour arriver à l'intégration des Batwa et au développement de la culture d café dans cette communauté.

La consultation et la participation du public est un processus itératif qui ne se limite pas seulement qu'à la phase de préparation du projet, mais tout au contraire, elle se poursuit à travers tout le cycle de vie d'un projet. Ainsi, tout au long de la mise en œuvre des activités du projet en général, de ce plan d'action en particulier, le processus de consultation et de participation du public se poursuivra dans le but de maintenir l'adhésion des Batwa/du public lors des prochaines étapes de la mise en œuvre du projet café au Burundi.

V. ARRANGEMENTS INSTITUTIONNELS

Le suivi de la mise en œuvre de ce PADB sera suivi par le Point Focal Social et Environnemental de l'UGP qui travaillera en partenariat avec l'UNIPROBA comme entité privée responsable de la mise en œuvre de ce PADB. Pour ce faire, un Contrat de partenariat sera établi entre l'UGP et l'UNIPROBA pour une durée raisonnable permettant la sensibilisation et l'éducation des Batwa et la mise en œuvre progressive des activités de ce PADB. L'UNIPROBA travaillera en partenariat avec l'Intersyndicale INTERCAFE et avec les OP Café dans chacune des Station de traitement du Café, sur laquelle seront représentés deux Batwa (1 homme et 1 femme) pour représenter tous les Batwa caféiculteurs de la province. En concertation avec le PFSE de l'UGP et INTERCAFE, l'UNIPROBA établira un calendrier ou plutôt un programme flexible et progressif avec chacune des OP Batwa. La performance dudit programme sera revue suivant un calendrier bien déterminé. Le PFES reportera aux Spécialistes de la Banque Mondiale sur l'état de mise en œuvre des documents de sauvegardes sociales et environnementale. Pour le cas particulier de ce PADB, UNIPROBA fournira tous les 6 mois durant les deux premières années de mise en œuvre du projet un rapport de situation. Ceux-ci seront revus et validés au sortir de chacune des missions de supervision. Les Spécialistes de Sauvegardes de la Banque Mondiale offriront à l'UGP, les agences du gouvernement concernés y compris l'UNIPROBA une séance de formation et/ou d'orientation sur les politiques opérationnelles de sauvegardes de la Banque Mondiale en général, sur les documents de sauvegardes en particulier pour une meilleure compréhension et un suivi plus facilité sur le terrain.

VI. PROCEDURES DE RESOLUTION ET DE GESTION DES GRIEFS/PLAINTES

Comme dans toutes organisations, l'existence de griefs/plaintes reste un challenge à surveiller de prêt pour asseoir la cohésion et l'esprit de paix du groupe. Dans le monde agricole, les disputes liées aux terres, la divagation animale, à l'usage d'intrants agricoles (pesticides, herbicides, etc.) et la gestion rationnelle de l'eau, les exclusions et mauvais traitement des employés, etc. constituent autant de sources de conflits potentiels qui pourront déstabiliser cette cohésion. Il en est de même dans le milieu agro-business, tel que la production et commercialisation du café. La gestion paisible des conflits qui pourraient surgir tout au long de la mise en œuvre d'un projet requière la mise en place d'un mécanisme simple, facile à comprendre et à mettre en œuvre de gestion durable et paisible des conflits avec comme simple but de minimiser les risques potentiels qui pourraient inhiber les résultats escomptés du projet. Tout naturellement, les activités prévues dans les composantes 2 et 3 du projet provoqueront des désagréments qui s'ils ne sont pas appréhendés de sitôt pourraient occasionner de nouveaux conflits dans les OPs dont les communautés Batwa et autres usagers des ressources caféières y compris les "réfractaires" et avec les utilisateurs mal informés dans les premières années. C'est pourquoi, afin d'éviter un accroissement voire une extrapolation de ces conflits qui pourraient être de différents types, le projet propose d'établir des mécanismes de résolution des conflits formulés en s'inspirant de mécanismes locaux déjà existant et couramment appliqués en pareils cas de figure. Ainsi, tous les recours ayant trait à des conflits d'ordres mineurs (critères à définir par le comité consultatif ou d'entreprise) seront, autant que possible traités à la base par ce dit comité, qui tentera, autant que faire ce peu, de résoudre les différends à la base. Lorsque ces différends ne trouvent pas de solution idoine, le recours à la justice sera de facto le cours à prendre.

6.1 Types de litiges envisageables

Les Conflits ou Grievs peuvent émaner soit de situations déjà existantes, particulièrement ceux impliquant des pertes de propriétés foncières (conflits homme-animal), soit durant la mise en œuvre d'un projet suite à un désaccord. De manière générale, l'expérience montre que les conflits émanent d'une absence de ou d'une mauvaise communication entre les deux parties prenantes, d'une inadéquate/absence de consultation participative, d'une inadéquate diffusion de la vraie information, ou simplement d'une décision de restriction d'accès imposée aux communautés sans consultation/communication préalable pour le développement d'un projet ; voire aussi d'une certaine mésentente survenue lors de la mise en œuvre d'un projet. Dans l'un ou dans l'autre, la finalité reste la même: une rupture de communication qui pourrait inhiber les résultats escomptés. Plusieurs types de conflits peuvent surgir en cas de restriction d'accès aux ressources naturelles dans les champs de café ou périmètres avoisinants, ou lorsque les solutions jadis préconisées ne sont pas bien traitées ou respectées par les parties belligérantes. Des solutions idoines, de préférables à l'amiable et durables sont le plus souvent préconisées pour résorber, de manière pérenne ces types de conflits ; et c'est ce qui justifie la préconisation, dans ce rapport, d'un mécanisme simple mais qui se veut consultatif et participatif pour, tenter autant que faire ce peu, de traiter certains litiges et/ou plaintes. Les litiges/plaintes envisageables dans le cadre de l'amplification de la production et productivité du Café au Burundi résulteront généralement soit d'erreurs dans l'identification des PAP et l'évaluation des biens affectés; de la mauvaise interprétation ou incompréhension des accords qui lient les parties en présence ; soit tout simplement du non-respect, délibéré ou non, de ces accords par l'une ou l'autre des parties. Ces plaintes/litiges pourraient également venir de mésentente entre les parties prenantes ou toute autre personne, directement ou indirectement affectée (Batwa caféiculteur et/ou simple ouvrier ou membre de la communauté), lors de la mise en œuvre du projet. Les engagements des parties prenantes sont décrits dans des documents tels que les plans d'aménagement et de gestion des exploitations caféicoles et ce plan d'action de développement des Batwa (PADB). Les engagements des parties prenantes préciseront les principes et procédures idoines à appliquer en cas de litiges.

6.2 Prévention des litiges

Pour prévenir les litiges, le Projet mettra en place un mécanisme de consultation et de participation locale/communautaire qui favorisera l'appropriation de l'aire protégée par les personnes affectées (directement ou indirectement), ainsi que la diffusion en temps réel de l'information correcte auprès de toutes les parties prenantes. La participation des personnes concernées et affectées par les sous-projets des composantes 2 et 3 sera assurée à travers leurs représentants dans les différents comités qui participeront à l'élaboration des différents documents qui décriront les engagements de chaque partie concernée/impliquée dans la gestion effective et durable des actions dudit PADB..

Pour ce qui concerne la diffusion en temps réel de l'information correcte, tel que décrit dans la section précédente portant sur le processus de consultation et de participation publique, des assemblées plénières seront organisées pour présenter le contenu des documents contractuels et recueillir les différentes opinions exprimées lors de ces assises foraines. La médiatisation sur les ondes de la radio locale tant en Français qu'en Kirundi, à la télé et les affichages publics est également prévue afin d'assurer une large diffusion et appréhension de la teneur de ces documents de projet.

Ces rencontres veilleront à ce que tous les Batwa, en particulier les femmes, jeunes, personnes du troisième âge et personnes déficientes (physique/visuel, etc.) à participer pleinement à ces échanges. Un espace approprié leur sera accordé afin de s'exprimer en amont, librement et sans aucune contrainte pour que leurs doléances soient adéquatement prises en compte dans les documents finaux dudit projet.

6.3 Mécanisme de règlement des litiges

Mécanismes proposés

Pour s'assurer que toutes les options sont explorées pour la gestion paisible et durable des litiges - qui pourraient émaner soit de la décision de restreindre l'accès des communautés Batwa aux OP et/ou INTERCAFE, aux intrants agricoles ou simplement aux nombreux bénéfices et opportunités qu'offrirait ce projet, suite à des mécontentements de tierces personnes lors de la mise en œuvre des activités dudit projet- ce dernier se propose d'offrir un certain nombre d'alternatives que les personnes affectées et/ou intéressées pourraient explorer pour trouver une solution à leur grief. Au nombre de celle-ci:

Règlement selon les structures coutumières

Les conflits et litiges sont prévus d'être traités d'une façon coutumière et traditionnelle. C'est à travers ces mécanismes coutumiers/traditionnels que le projet entend résoudre les conflits simples que le projet peut engendrer. Le projet, en collaboration avec les communautés locales entend créer avant la mise en œuvre du projet des comités de surveillance qui viendraient renforcer les instances coutumières existantes. Ces comités de surveillance seront élargis aux femmes, jeunes et autres personnes handicapées pour avoir une certaine représentativité de la communauté Batwa.

Le règlement de litiges devrait toujours s'effectuer de façon concertée, libre et consensuelle entre les différentes parties. Les litiges entre les différentes parties prenantes concernées par les sous-projets des composantes 2 et 3 sont prévus et pourront être résolus à travers une charte sociale établie entre l'intersyndicale, l'UNIPROBA et les Batwa caféiculteurs. Il s'agit d'un accord entre tous les membres de la communauté régissant son organisation et son fonctionnement dans un domaine précis. Lorsque la plainte relevé plus de désarrois subvenus lors de la phase de mise en œuvre du projet, le même processus sera respecté pour conserver toute sa dimension communautaire. Le processus dans son ensemble aura une durée courte et effective de tout au plus une semaine.

Règlement par un médiateur ou un comité d'arbitrage

Dans le cas où les chartes sociales n'arriveraient pas à établir un accord entre les deux parties, le mécanisme de recours à un médiateur ou au Comité d'arbitrage (élu démocratiquement par la communauté) sera appliqué. Le règlement des litiges peut en effet être facilité par le recours à un «Médiateur» impartial et reconnu par toutes les parties en présence pour parvenir à un accord accepté par tous. Dans le cas où un accord ne serait pas établi, on procédera à la mise en place d'un Comité d'arbitrage (CA) dont les membres ne seront pas issus des parties en conflit (i.e. Batwa- PIU / Batwa-Intersyndicale, et dont les décisions reposeraient sur la base des accords établis dans le PADB. Le choix de ce CA sera soigneusement étudié et convenu par consensus (ex. Batwa, enseignant, infirmier, voisin des villages environnants, etc.). Le processus dans son ensemble aura une durée de 2 à 3 semaines maximum.

Dispositions administratives et recours à la Justice

Bien que ce soit le plus souvent une voie hasardeuse, le recours à la justice comme ultime voie reste possible en cas d'échec de la voie amiable. Le recours aux tribunaux devra rester l'ultime recours lorsque toutes les autres possibilités auraient été épuisées, car elle nécessite souvent des délais longs avant qu'une affaire ne soit traitée. Cette situation peut entraîner des frais importants pour le plaignant, et nécessite un mécanisme complexe (avec experts et juristes) qui souvent peut échapper

complètement au plaignant et finalement se retourner contre lui. Le processus dans son ensemble aura une durée de 3 à 8 semaines maximum, avec un recours à un appel en cas de d'insatisfaction.

En résumé, la procédure suivante est proposée en cas de conflits/contestation:

- fournir des explications supplémentaires (il s'agit d'expliquer en détails comment l'indemnité de l'impact sur le Batwa impactés a été calculée et montrer qu'il s'agit de règles applicables à tous);
- recourir à l'arbitrage des sages et des autorités locales, utilisant les mécanismes extrajudiciaires hiérarchisés couramment en vigueur au niveau de la localité, mais aussi à des personnes respectées dans la communauté (autorités religieuses et/ou coutumières);
- le recours aux tribunaux comme dernier recours du processus, pour déposer une plainte aux fins de trouver justice.

Enregistrement et gestion des plaintes

Entre le temps de d'instruction de la requête à sa résolution (jugement définitif), le requérant, tout comme le plaignant devront prévoir une durée allant de quelques jours à quatre ou huit semaines maximum ; avec un recours à un appel en cas d'insatisfaction de la partie affectée. Dans le souci d'atténuer les impacts du projet, l'UGP favorisera la mise en place de Commissions d'Evaluation, de Réclamation et de Suivi (CERS) au niveau de chaque localité ciblée par le projet. Les Commissions de Réclamation et de Suivi vont permettre à toute personne (directement ou indirectement) d'exprimer son désaccord. Au préalable, une campagne de sensibilisation sur le projet (i.e. outreach initiative) sera initiée pour d'abord mieux informer et orienter les habitants de l'existence de ces possibilités; ou prendre ces formulaires? Au près de qui les retirer et à qui les adresser, ainsi que la durée minimale de leur traitement. En effet, un formulaire simplifié en guide d'exemplaire leur sera transmis. Ces CERS seront chargées d'évaluer la recevabilité des réclamations et de les traiter selon la procédure de résolution des conflits ci-dessus définie et suivant un calendrier de courte ou moyenne durée. Enfin, le formulaire stipulera le recours à la justice comme ultime recours. Ces commissions devront regrouper les représentants du Maire de la Commune des Batwa caféiculteurs et/ou membres de l'OP voire de la Syndical INTERCAFE ou de l'ONG UNIPROBA locale, et d'un groupe vulnérable de la contrée.

VII. MECANISME DE SUIVI ET EVALUATION

Le mécanisme de suivi-évaluation (SE) a pour objectifs de vérifier:

- si les activités du projet ont inclus des mécanismes de consultation libre, préalable et éclairé menant à une large adhésion de la communauté; si les actions proposées en commun accord avec les parties prenantes et spécifiées dans le plan sont bien mises en œuvre et que les bénéficiaires en sont satisfaits;
- si les activités proposées n'engendrent pas d'impacts négatifs qui puissent influencer sur les performances autant des acteurs que du projet dans son ensemble;
- si, dans les cas où il y a eu des impacts négatifs, ils ont été correctement atténués ;
- si les délais d'exécution sont bien respectés ;
- si le projet a assuré le partage des avantages culturellement appropriés ;
- si le mécanisme de règlement des griefs a fonctionné efficacement ou non ;
- Si les questions genre et groupes vulnérables sont bien pris en compte durant le processus.

Dans le contexte de ce projet, la stratégie de SE devra être participative à savoir que les Batwa bénéficiaires se rendent compte de l'évolution de leurs conditions et impriment une vitesse adaptée à leur condition pour une meilleure appropriation du plan.

Ainsi, la cellule de gestion du projet devra s'assurer que la consultation et la participation des Batwa dans le SE des activités à mettre en œuvre est effective en les associant dans la planification des activités du projet et l'évaluation de ses performances. Le SE devra se faire aussi en partenariat avec l'UNIPROBA (au travers les termes d'un Protocole d'Accord/de Partenariat) et les structures décentralisées de la CNAC qui assurent l'encadrement des caféiculteurs.

VIII. CONCLUSION

Ce plan d'Action de développement des Batwa caféiculteurs vient compléter celui préparé dans le cadre du projet PADZOC encore en vigueur (PAADB : Plan D'action Additionnel de Développement des Batwa) en vue de se conformer aux objectifs et composantes du projet. Ce plan une fois mis en œuvre, permettra aux communautés Batwa considérées comme vulnérables de bénéficier davantage des retombés du projet conformément à la politique de sauvegarde de la Banque Mondiale PO/PB 4.10

ANNEXE 1: LISTES DES PERSONNES RENCONTREES

Nom et prénom	Responsabilité	Institution	Contact/Tel et email
Nkurunziza François	Président	INTERCAFE	79923317
Oscar Baranyizigiye	Secrétaire Exécutif	INTERCAFE	
Marius Bucumi	Directeur Technique	ARFIC	
Nestor Nizigiye	Chef de service Contrôle de qualité	ARFIC	77734840
Felix Ngendabanyikwa	Directeur des Forets	MEEATU	79001171
Mme Bernadette Hakizimana	Directeur de l'Environnement	MEEATU	77886925
Ernest Nduwayo	Directeur	COCOCA	-
Nicodème Ngendakumana	Président	COCOCA	79 979852
Habonimana Boniface	Chef de programme	COCOCA	79811384
Baltazar Ntofanyi	Chef d'usine de la coopérative	Coopérative Bwizabwikawa	71482168
Felix Nkurikiyigoma	Chef de la station	WEBCOR Butegana /Kayanza	
Manirakiza Emmanuel	Président	Coopérative YAGIKAWA	79842505
Ildefonse Misaga	Commerçant /Caféiculteur	Coopérative Yagikawa	
Hilaire Nizigiymana	Caféiculteur	Membre de la cooperative	790689
Paterne Mujawayezu	Vice-Président	Cooperative YAGIKWA	79625113/77752563
Bucumi Libere	Moniteur café	Kabuye	79831446
Jean Masumbuko	Chercheur	ISABU/Kayanza	77709298
Frédéric Kanuta	Chef de la Production	SOGESTAL Kayanza	79315476
Vincent Ndagoye	Superviseur Technique	SOGESTAL Kayanza	79780470
Lambert Nunzubumwe	Conseiller Technique	Fédération Nkorera-Ngukize	79309690
Angelus Baribunyihe	Directeur General	SOGESTAL Ngozi	
Méthode Manariyo	Chef de la production	SOGESTAL Ngozi	79807074
Ephraïme Sebatigita	Directeur Général	SIVCA	
Déo Nibasumba	Chef de Production	SIVCA	72074233
Jean Baptiste Manirakiza	Responsable de Laboratoire	ARFIC-Ngozi	79942064
Simon Nyabenda	Garde station	Station de dépulpage Mbasi/Kirundo	71819041
Gasapard Nintereste	Chef de Service Financier	SOGESTAL Kirundo	
Haruna Barineza	Président	Fédération Nfashangufashe de Kirundo	79956390
Hassan Cimpaye	Agronome	Fédération TERINTAMBWE	79961554
Jean Pierre Ntahomereye	Président	F. TERINTAMBW	
Deo Bede Mfubusa	Administrateur Directeur General	SOGESTAL Kirimiro	
Stanislas Ndabirore	Président	Federation SHIRAMAZINDA/Kirimiro	79894919
Cyprien Ntunzwenimana	Agronome	F. SHIRAMAZINDA	79938240
Benoît Nduwabike	Moniteur Café	Colline Murama/Commune Mubuga/Gitega	79326458
Mélance Hakizimana	Président	Coopérative Mboneramuryango	79964659
Richard Niyokwizera	Gérant	Idem	
Pascal Niyonkuru	Secrétaire-Comptable	Idem	
Mélance Ndabirore	Chef de la station de Lavage	Station de Lavage de Kibimba/Giheta	
Sihimbiro François	Consultant du Secteur Café	CNAC-Umurima z'isangi	
Joseph Ntirabampa	Président	CNAC-Umurima z'isangi	

ANNEXE 2 : RESUME DES CONSULTATIONS PARTICIPATIVES AVEC LES BATWA ET CAFEICULTEURS

(Entre Décembre 2014 et Février 2015)

Les entretiens dans les communes provinciales de Gitega, Ngozi, Kayanga, Kirundo, Karuzi et Bujumbura, ont permis d'asseoir un certain nombre d'information sur la compréhension des populations locales, dont les Batwas caféiculteurs, leurs craintes, attentes ainsi que leurs challenges du projet. Cette enquête de terrain assez consultative et participative a été menée dans un esprit ouvert, intégrateur et libre de telle manière à offrir une plateforme d'échange et de partage entre Batwa et autres caféiculteurs et membre de la syndicale

INTERCAFE. Les discussions ont tourné autour de certains aspects tels que les objectifs et valeur ajoutées du projet ? Statuts question foncière, les besoins d'intrants agricoles, l'accès au marché et aux crédits agricoles, mais aussi le besoin de formation/renforcement des capacités, la diversification des sources de revenus, avec notamment la création de travail/d'emplois ou d'activités génératrices de revenus, surtout pour les jeunes et les femmes Batwa, etc. Ceci est un résumé de quelques questions, entre autres, posées par les membres de la communauté Batwa et autres caféiculteurs (voir liste ci-dessus- Annexe 1).

- *Quels sont les problèmes clés de la communauté ?* Les problèmes clés tournent globalement autour du manque de terres, pauvreté, manque de nourriture, documents d'identification, etc. ;
- *Est-ce que vous faites la culture de café ?* Ceux qui ont des terres font la culture de café mais ils ne sont pas encadrés du tout ; d'où la faible productivité de leurs parcelles et produits ;
- *Quels sont les problèmes liés à la caféiculture dans la communauté des Batwa ?* Les réponses sont les mêmes; manque de terre pour faire cette culture, manque d'intrants agricoles (engrais et pesticides), manque de formation/renforcement des capacités techniques pour améliorer nos productions.
- *Quels sont les relations avec les autres communautés?* Les relations sont très bonnes et il y a ceux qui prêtent des terres aux Batwa et souvent offrent du travail.
- *Connaissez-vous les associations et les coopératives des caféiculteurs?* Non ! disent les Batwa
- *Quels sont les doléances pour mieux développer la culture de café ?* Les Batwa voudraient avoir des terres, du matériel agricole, des intrants agricoles mais aussi des animaux pour la production du fumier et du lait pour notre consommation.
- *Envoyez-vous vos enfants à l'école ?* Oui mais nous manquons de moyens financiers pour le paiement du matériel scolaire et les uniformes. La famine régulière est également la cause de l'abandon scolaire pour nos enfants ; et l'insécurité, une cause d'abandon des jeunes filles après certain niveau (5è et 6è).
- *Etes-vous informés sur le VIH SIDA et les ISTs?* Oui ! nous avons été associés à des séries de campagnes de sensibilisation que nous aimerions voir se poursuivre afin de sensibiliser davantage les communautés Batwa, surtout, sur les causes, dangers et conséquences de ce fléau. Le projet pourrait s'associer avec le PADDSS pour davantage encourager les femmes Batwa à utiliser les structures de santé (consultations pré et post-natales, etc.).

L'UNIPROBA, a quant à lui mis en exergue quelques-uns des défis pour le développement agricole de la communauté des Batwa tout en offrant au projet des propositions pour l'intégration effective et durable des caféiculteurs Batwa dans la chaîne de valeur du café au plan national.

La consultation et la participation du public est un processus itératif qui ne se limite pas qu'à cette phase de préparation du projet, mais tout au contraire, se poursuit à travers tout le cycle de vie d'un

projet. Ainsi, cet effort initié se poursuivra lors des prochaines étapes de la mise en œuvre du projet café au Burundi.

ANNEXE 3 : DOCUMENT DE REFERENCES

- *Banque Mondiale, Résumé des politiques de sauvegardes de la Banque Mondiale*
- *PRODEMA – Plan d’Action de Développement des Batwa, 2012*
- *MINAGRIE, 2013 : PADZOC ; Plan d’action additionnel pour le développement des Batwa autour de la réserve de Bururi*
- *Ministère de la Santé Publique et de lutte contre le Sida : Mars 2009 : Etude des aspects sociaux du projet d’Appui au Développement au Secteur de la santé du Burundi ;*
- *Elias Mwebembezi, Pour une intégration des Batwa dans la société Burundaise : Petit Echo Missionnaires d’Afrique, 2010*

ANNEXE 4 : PROCES-VERBAL DES CONSULTATIONS AVEC LES BATWAS

PROCES VERBAL DE LA REUNION DE CONCERTAION AVEC LES REPRESENTANTS DE LA COMMUNAUTE BATWA DU BURUNDI DANS LE CADRE DES ACTIVITES DU PROJET « COMPETITIVITE DE LA FILIERE CAFE »

I. DATE : Le 16 mars 2015

II. LIEU : INTERCAFE-BURUNDI

III. PARTICIPANTS :

Membres des organes dirigeants et les représentants provinciaux de l'Association Unissons-nous pour la promotion des BATWA « UNIPROBA » (voir liste en annexe).

IV. DEROULEMENT DE LA REUNION

IV.1. Introduction

La réunion a été convoquée et présidée conjointement par l'Autorité de Régulation de la Filière Café « ARFIC » et l'Association Interprofessionnelle du Café du Burundi « INTERCAFE-Burundi » en vue d'échanger avec les représentants de la Communauté BATWA organisée au sein de l'Association UNIPROBA, sur le plan d'actions de développement des caféiculteurs BATWA établi par le consultant BIKWEMU Gaspard dans le cadre du projet « Compétitivité de la filière café du Burundi ».

Les consultations faites par le consultant ont concerné quelques BATWA des provinces KIRUNDO et GITEGA et trois Représentants de l'UNIPROBA résidants à Bujumbura.

La présente réunion vient pour une consultation plus large avec les organes dirigeants et des représentants de toutes les provinces du pays en vue de présenter le projet, d'échanger sur les mesures de sauvegarde déclenchées et les modalités de leur mise en œuvre.



IV.2. Rappel du plan d'actions proposé par le Consultant : Plan d'Action pour le Développement des Barwa Caféculteurs
(2016-2021)

<i>Actions à mener</i>	<i>Résultats attendus</i>	<i>Réalisé avec les fonds du projet ou pas</i>	<i>Indicateur de performance</i>	<i>Coûts en USD</i>
Convention de Partenariat avec UNIFRCHB	Accompagnement efficace et efficient des Barwa	Oui	Etablissement d'une base de données des Caféculteurs Barwa	120.000
Recensement des Barwa caféculteurs dans les zones cibles du projet	Recensement des Barwa Information et sensibilisation aux activités du projet	Oui	Nombre de Barwa caféculteurs participants aux activités du projet	10.000 (seliers d'information et de sensibilisation)
Renforcement des capacités des caféculteurs Barwa	Organisation des Barwa caféculteurs et intégration dans des associations/ coopératives	Oui	Nombre de Barwa ayant intégré des associations/coopératives Nombre de Barwa membres de la C.N.A.C.	15.000 (seliers d'information et de sensibilisation)
Accès aux formations sur les techniques agricoles	Les caféculteurs Barwa adoptent les bonnes pratiques agricoles (BPA)	Oui	Nombre de caféculteurs Barwa ayant adopté les BPA au niveau de leurs champs	20.000 (seliers d'information et de sensibilisation)
Accès aux intrants	Les caféculteurs Barwa améliorent leur production de café ceerse	Oui	Production de café ceerse augmentée de 50%	50.000 (seliers d'information et de sensibilisation)
Autres mesures	Sensibilisation et formations des Barwa caféculteurs sur la lutte contre le VIH/SIDA, IST, les pesticides, l'éducation, etc. Sensibilisation des Barwa sur la création d'AGR, Appui à l'amélioration des habitats des Barwa, établissement d'une norme/credit, GRN, etc.	Non	Les Barwa caféculteurs dans la zone du projet ont sensibilisés aux problèmes du VIH/SIDA, IST et aux autres intrants d'hygiène	50.000
Mesures d'Accompagnement socioéconomiques (AGR)		Oui	Nombre de projet AGR créés avec les familles Barwa Caféculteurs	150.000
			Total, US\$	415.000



Le président de l'InterCafé a d'abord expliqué aux participants les objectifs du projet et le rôle du caféiculteur y compris les caféiculteurs BATWA. Après la présentation du projet, on est passé à l'explication du contenu du plan d'actions proposé pour le développement des caféiculteurs BATWA sur toute la durée du Projet, de 2016 à 2021.

IV.3. Echanges sur le plan d'actions

Les participants ont apprécié positivement la tenue de cette réunion car elle permet de consulter tous les représentants des BATWA en ce qui concerne les activités dudit projet. Ils ont demandé à ce que chaque fois que des projets du genre se présentent, ils soient largement consultés.

La question de disponibilité des organes de recours en cas d'injustice a été posée aux participants. Il a été signalé qu'il y a des organes dirigeant au niveau national, provincial, communal et zonal. Alors, en cas de plainte, au sein de l'Association, cela passe par ces différents échelons de l'UNIPROBA pour faciliter l'accès aux institutions habilitées.

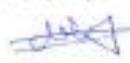
Pour la question de disponibilité des terres, les participants souhaiteraient avoir des terres pour ceux qui n'en ont pas afin de devenir eux aussi caféiculteurs. Il a été proposé d'approcher les autorités en charge de la gestion des terres pour l'acquisition de ces dernières dans le cadre des coopératives des caféiculteurs.

Après les échanges, les représentants des BATWA se sont appropriés le plan de d'actions du développement des caféiculteurs BATWA et se sont engagés à collaborer étroitement avec les structures de mise œuvre du projet. Ils ont aussi formulé les propositions suivantes :

- Inclure dans le plan d'actions l'activité d'acquisition des terres auprès du Gouvernement par les BATWA qui voudront faire la caféiculture.
- Faire l'activité d'information et de sensibilisation, en étroite collaboration avec l'organisation des BATWA : UNIPROBA.

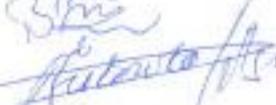
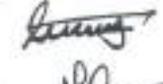
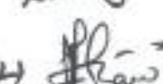
Fait à Bujumbura, le 16 mars 2015

Participants Membres de l'UNIPROBA

1. HABIMANA Léonard, Représentant Légal de l'UNIPROBA, tél : 79 937 040 
2. MWEMERA Pascal, tél : 79 029531 
3. KAYOBERA Jean Pierre, tél : 79 484531 

3



4. BIGIRIMANA Manassé, tél : 79813883 
5. Honorable BAYAGA Evariste, tél : 79926539 
6. NIYONKURU Evariste, tél : 79901851/75991765 
7. NISHUYE Gilbert, tél : 71 220 767
8. BAVAKURE Audace, tél : 77787986 
9. NZIRUBUSA Pascal, tél : 79 123 933 
10. GIKOSI Zachie, tél : 77785529 
11. SABUSHIMIKE Imelde, tél : 79 297 346 
12. BAHITA Emmanuel, tél : 79082470
76708766 
13. SINKIYAJAKO Zabiro, tél : 71345059 
14. NKESHIMANA Jean Claude, tél : 79904055 
15. BADADWE Didace, tél : 79719972 
16. RYAMBABAJE Tharcisse, tél : 79944820 
17. Honorable BAMBAZE Vital, tél : 79927914 
18. BAZIRINYAKAMWE Sylvestre, tél : 71067692 
19. MIBURO Salvator, tél : 79473993 
20. SEBITWA Delphin, tél :
21. NDUWIMANA Diane, tél : 79525807 
79217314/75856072 
22. SINZOTUMA Gratien, tél : 71188303
23. Honorable Libérate NICAYENZI, tél : 79925648 

Représentants de l'ARFIC :

Marius BUCUMI, Directeur Technique 

Représentants de l'INTERCAFE :

François NKURUNZIZA, Président du Comité Exécutif 

Oscar BARANYIZIGIYE, Secrétaire Exécutif 

NOM ET PRENOM	ORGANISME PRESENTE	PROVINCE D'ORIGINE	SIGNATURE
ETHITA Emmanuel	chef d'antenne ZUYIGA	ZUYIGA	
WIKIYA JOJO Zebira	chef d'antenne KUYAMA	KUYAMA	
NKESITHIMANA Jean Claude	chef d'antenne MWORO	KUMURUBA	
BADACHURU Didier	chef d'antenne	GITEGA	
RIPPEMBAJE Thérèse	membre du comité de surveillance	KIRURU	
BAMBAZE Vital	Président du Comité de Surveillance	BUJUMBURA	
BAKIRIMYAKAMUS Sylvester	Antenne Muramoya	MURAMOYA	
MISURO Soruvatori	Antenne Kayanza	KAYANZA	
Hon. Libérate NICAYENZI	Présidente du Comité des Sages	BUJUMBURA	